



CITÉ DE LA MUSIQUE
PHILHARMONIE DE PARIS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(C.C.A.P)
Commun à tous les lots**

**ACCORD-CADRE DE SERVICES DE SURETE, DE
CONTROLE D'ACCES, D'ACCUEIL ADMINISTRATIF ET
LOGISTIQUE ET DE SECURITE - INCENDIE**

Pouvoir adjudicateur :

Cité de la musique – Philharmonie de Paris, Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial

Représenté par Monsieur Olivier Mantei, Directeur général

221 Avenue Jean Jaurès
75935 PARIS Cedex 19

SIRET N° 391 718 970 00026

Code APE 9004Z

TVA IC FR79391718970

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Site internet : <https://philharmoniedeparis.fr>

SOMMAIRE

Article 1 – Objet de l'accord-cadre	3
Article 2 – Pièces constitutives de l'accord-cadre	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales	4
Article 3 – Durée et délai d'exécution de l'accord-cadre	4
Article 4 – Définition des prestations attendues	4
Article 5 – Prix des prestations	4
Article 6 – Pénalités	5
Article 7 – Responsabilité du titulaire	6
7.1 : Responsabilité à l'égard de son personnel	6
7.2 : Obligations de reprise du personnel à la prise d'effet du présent accord-cadre	6
7.3 : Droit individuel à l'image	7
7.4 : Grève des personnels du Titulaire	7
7.5 : Respect des obligations fiscales et sociales	8
7.6 : Assurances	9
Article 8 – Opérations de vérification – Réception	10
Article 9 – Confidentialité	10
Article 10 – Clauses de financement et de sécurité	10
10.1 Mode de règlement	10
10.2 Avance	10
10.3 Exécution financière	10
Article 11 – Sous-traitance des prestations	11
Article 12 – Clauses de réexamen	11
12.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	11
12.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	12
Article 13 – Emploi de la langue française	12
Article 14 – Conditions de suspension ou de résiliation	12
14.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative	12
14.2 Résiliation unilatérale du fait de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris	12
14.3 Résiliation pour faute	13
14.4 Résiliation pour cas de force majeure	13
14.5 Réduction d'activités	13
Article 15 – Litiges et compétence des tribunaux	13

Article 1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre porte sur des services de sûreté, de contrôle d'accès, d'accueil administratif et logistique mais également de sécurité incendie.

Ces prestations seront exécutées dans les deux bâtiments distincts, le bâtiment de la Cité de la musique et le bâtiment de la Philharmonie de Paris situés au 221, Avenue Jean Jaurès, 75019 Paris.

L'accord-cadre comprend deux lots :

LOT n°1 : Services de sûreté, de contrôle d'accès, d'accueil administratif et logistique ;
LOT n°2 : Service sécurité – incendie.

Le détail des prestations objet du présent accord-cadre est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot correspondant.

Article 2 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivants :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, complété daté et signé, avec le cachet de l'entreprise, le nom lisible du signataire et sa qualité (joindre les pouvoirs et délégations permettant d'agir à cet effet) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.), annexé à l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes « Pénalités lot n°1 » et « Pénalités lot n°2 », dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe « liste anonyme des personnels », dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et son annexe (liste du matériel) ;
- L'offre technique du ou des titulaire(s) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

2.2 Pièces générales

- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G/FCS)** tel que fixé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché mais il est disponible sur le site Internet Légifrance à l'adresse suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

- Les règlements spécifiques de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris tels que le règlement de visite, le règlement du musée de la musique et le règlement de la Philharmonie des enfants ;
- Le livre VI du code de la sécurité intérieure, titre 1^{er} ;
- Le code du travail ;
- La convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité ;
- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié : règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique relatif aux établissements recevant du public.

Il n'y a pas de contradiction entre les pièces mentionnées ci-dessus s'il peut être considéré que la pièce de rang inférieur complète ou précise la pièce de rang supérieur sur un point que celle-ci ne traite pas expressément.

Article 3 – Durée et délai d'exécution de l'accord-cadre

La durée et les délais d'exécution sont indiqués à l'acte d'engagement.

Article 4 – Définition des prestations attendues

Les prestations attendues sont définies au CCTP.

Article 5 – Prix des prestations

Le mode de rémunération des prestations et la forme des prix sont définis à l'acte d'engagement.

A titre complémentaire, en ce qui concerne les prestations rémunérées par des prix forfaitaires, les parties s'engagent sur un volume annuel d'heures qui figure dans la D.P.G.F. jointe en annexe de l'acte d'engagement.

Toutefois, il est entendu qu'en cas de retard, d'absence de personnel non remplacé, d'inexécution de prestation, le titulaire s'engage à déduire de sa facture mensuelle les heures correspondantes.

Les feuilles de présences journalières tiendront lieu de suivi des heures réellement effectuées.

S'agissant des prestations rémunérées par les prix unitaires, elle a vocation à répondre à des besoins complémentaires et temporaires, en plus du volume forfaitaire. Cette part à commande est prévue pour adapter l'effectif présent sur site aux besoins de l'exploitation de l'établissement.

Ces équipes seront complétées pour tenir compte des périodes d'affluence, de location d'espaces, de soirées privées ou de demandes de renforts et/ou mesures compensatoires sur certains concerts.

Elles sont notifiées au titulaire par bon de commande en milieu de mois pour le mois postérieur suivant les prestations et prix prévus au B.P.U. pour la part à commande.

Elles sont réglées sur présentation d'une facture établie après exécution des prestations conformément au bon de commande ou réajustées en sus en raison de dépassement correspondant aux horaires réellement effectués.

Article 6 – Pénalités

Les pénalités sont annexées au présent C.C.A.P.

L'exécution partielle, non-conforme et/ou les manquements aux stipulations du CCAP et CCTP du présent accord-cadre fait l'objet de constats établis par tout moyen approprié par des personnes dûment habilitées par la Cité de la Musique - Philharmonie de Paris. Les constats sont portés à la connaissance du titulaire lors des réunions de suivi et de la réunion de contrôle mensuelle prévue au CCTP.

La persistance de l'exécution partielle, ou non-conforme et/ou manquements pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire. S'entend comme persistance de l'exécution partielle, ou non-conforme et/ou manquements, le fait pour le titulaire de l'accord-cadre de s'exposer à l'application d'au moins quatre pénalités d'un montant supérieur ou égal à 450 € sur une période de trente jours calendaires.

En cas de constat de l'un des manquements figurant à l'annexe « pénalités » du présent CCAP, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris se réserve le droit d'appliquer la pénalité correspondante, telle que prévue à l'annexe du présent CCAP, sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont applicables par manquement et cumulables.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des dispositions des articles 13.3 et 21.4 du CCAG-FCS.

L'application des pénalités n'exonère en aucun cas le titulaire de sa responsabilité à l'égard de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Article 7 – Responsabilité du titulaire

7.1 : Responsabilité à l'égard de son personnel

Le Titulaire est seul responsable des moyens humains qu'il met en place pour réaliser ses prestations.

Il convient de rappeler que les prestations impliquent une obligation de résultats. Il appartient au Titulaire, dans le cadre de son marché et de la législation en vigueur, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, ainsi que la qualification du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles. Les moyens définis par le Titulaire dans le mémoire qu'il a remis lors de son offre constituent les moyens minimaux qui ne peuvent être inférieurs à ceux éventuellement définis dans l'accord-cadre.

Le Titulaire a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et réglementation du travail). Il est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la Cité de la musique - Philharmonie de Paris en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la cité de la musique - Philharmonie de Paris et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et est tenu, en outre, de garantir à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le Titulaire s'engage sur l'honneur, à appliquer la convention collective des entreprises de son secteur d'activité, qu'il soit ou non adhérent à un syndicat professionnel.

Le non-respect du code du travail ou de la convention collective, est un motif de résiliation immédiat de l'accord-cadre.

Le Titulaire établira en coordination avec le responsable de la sécurité et de la sûreté de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris un Plan de Prévention tel que défini au décret du 20/02/1992.

Le Titulaire doit instruire son personnel et attirer l'attention de ce dernier sur les mesures de sécurité à prendre.

En outre, il ne doit pas omettre, le cas échéant, de saisir l'inspecteur du travail, dans les délais prescrits, de tout accident survenu à son personnel, à l'occasion des prestations exécutées pour le compte de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris

7.2 : Obligations de reprise du personnel à la prise d'effet du présent accord-cadre

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à mettre en œuvre les dispositions de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985), notamment l'accord du 05 mars 2002 relatif à la reprise du personnel et son avenant 28 janvier 2011.

Les avenants établis pour transférer ces contrats devront se borner à désigner le nouvel employeur et ne pourront remettre en cause les acquis sociaux des salariés repris.

Le Titulaire devra notifier à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris la liste du personnel qu'il se propose de reprendre concomitamment à la notification de cette liste auprès de l'entreprise sortante.

Le Titulaire devra tenir informer la Cité de la musique - Philharmonie de Paris des relevés de décisions prises à l'issue des réunions de négociations et d'accord sur le sort du personnel à reprendre et ses conditions de réemploi.

Le périmètre de la reprise une fois arrêté devra être notifié et détaillé par écrit à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

7.3 : Droit individuel à l'image

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants et/ou tout mandataire de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent accord-cadre dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et/ou la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, plus généralement, pour les besoins de captation sur certains concerts ou de communication du Musée de la musique ou du service des expositions. A chaque fois que cette possibilité se présentera le Titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse de ses personnels pour d'être photographiés ou filmés à cet effet.

7.4 : Grève des personnels du Titulaire

Il appartient au Titulaire d'informer la Cité de la musique - Philharmonie de Paris de toutes revendications susceptibles d'aboutir à une grève de son personnel intervenant sur le site. A cet effet, le Titulaire s'engage à informer la Cité de la musique - Philharmonie de Paris immédiatement et par tout moyen de la situation.

Cette information doit impérativement et dans les plus brefs délais faire l'objet d'une confirmation de la part du Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de déclenchement de grève de ses personnels, le Titulaire diligente sur le site ses représentants. Le Titulaire met en place par tous les moyens à sa disposition les effectifs permettant d'assurer au minimum la sûreté générale telle que la Cité de la musique - Philharmonie de Paris l'a définie dans le CCTP.

Les prestations non-exécutées pour motif de grève des personnels du Titulaire ne sont pas facturées à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Le Titulaire est tenu d'informer la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, par tous les moyens, confirmés par lettre recommandée avec accusé de réception, de la fin du conflit collectif et s'engage à mettre tout en œuvre afin de revenir à une exécution conforme de la prestation dans les meilleurs délais.

La non-application d'une seule des obligations définies dans ce paragraphe, constitue un manquement justifiant la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire.

7.5 : Respect des obligations fiscales et sociales

Le Titulaire produit tous les six mois et jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues à l'article 51 - III du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ces éléments devront être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Respect des obligations relatives à l'emploi des travailleurs étrangers :

Conformément aux articles L.8254-1 et D.8254-2 du code du travail, le Titulaire fournira à la Cité de la musique-philharmonie de paris avant la date d'entrée en vigueur de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin du contrat la liste des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche.
- Sa nationalité.
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées dans le code du travail, à savoir :

- Etre immatriculé au répertoire des métiers ou, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, au registre des entreprises ou au registre du commerce et des sociétés, lorsque celle-ci est obligatoire ;
- Procéder aux déclarations qui doivent être faites aux organismes de protection sociale ou à l'administration fiscale en vertu des dispositions légales en vigueur ;
- Ne pas se soustraire intentionnellement à l'accomplissement de la formalité prévue à l'article L. 1221-10, relatif à la déclaration préalable à l'embauche ;
- Ne pas se soustraire intentionnellement à l'accomplissement de la formalité prévue à l'article L. 3243-2, relatif à la délivrance d'un bulletin de paie;
- Ne pas mentionner sur le bulletin de paie un nombre d'heures de travail inférieur à celui réellement accompli, si cette mention ne résulte pas d'une convention ou d'un accord collectif d'aménagement du temps de travail conclu en application du titre II du livre Ier de la troisième partie;
- Accomplir auprès des organismes de recouvrement des contributions et cotisations sociales les déclarations relatives aux salaires ou aux cotisations sociales assises sur ceux-ci.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à respecter à l'égard de ses salariés l'ensemble des dispositions légales, conventionnelles et contractuelles qui leur sont applicables. Le Titulaire s'engage tout particulièrement à s'acquitter du paiement de leur rémunération selon les modalités et périodicité prévues par ces dispositions. Des manquements graves et répétés à ces obligations sont susceptibles d'aboutir à une résiliation aux torts du Titulaire.

Le Titulaire est tenu de s'assurer du respect de ces mêmes obligations par les sous-traitants auxquels il fait appel et de communiquer tout justificatif à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

7.6 : Assurances

7.7.1 Assurance de responsabilité Civile et Professionnelle

Le Titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Au cas où le Titulaire serait titulaire d'une assurance couvrant les garanties contractuelles visées ci-dessus, il en communiquerait une attestation de la police aux Exploitants.

Cette attestation sera communiquée tous les ans par le Titulaire sans qu'il soit nécessaire pour les Exploitants d'en faire expressément la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre aux torts et aux frais et risques du Titulaire et sans préjudice de l'application des pénalités prévues à 8.5 du présent CCAP.

7.7.2. Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le Titulaire.

Le Titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, appartenant aux Exploitants, à leur personnel ou à toute autre personne présente sur le site.

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours ainsi que ses assureurs, contre les Exploitants et leurs assureurs. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

7.7.3: Contrat souscrit par la Cité de la Musique - Philharmonie de Paris :

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris a souscrit une police d'assurance garantissant ses biens pour les dommages qu'ils pourraient subir.

Cette police comporte notamment les exclusions classiques (dommages résultant de l'usure normale, etc.)

La police comporte une franchise par sinistre qui sera supportée par le Titulaire en cas de sinistre survenant de son fait ou par le fait des personnes (entreprises, fournisseurs) qu'il emploie.

A chaque échéance annuelle, le Titulaire fournira des attestations d'assurance, identiques à celles fournies avec le marché, émanant des assureurs constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

Le Titulaire devra avertir la Cité de la musique - Philharmonie de Paris de toutes modifications des modalités de garantie de ses polices.

Faute par le Titulaire de n'avoir en cours les polices exigées dans les conditions prévues par la cité de la musique-philharmonie de paris, cette dernière conserve la faculté de souscrire elle-même ces polices.

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à lui rembourser les primes ou surprimes correspondantes sur simple demande.

Article 8 – Opérations de vérification – Réception

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives des fournitures et services fournis par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

A l'issue des vérifications, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Article 9 – Confidentialité

En complément de la clause de confidentialité d'ordre général figurant à l'acte d'engagement, celle-ci plus spécifique à l'objet de l'accord-cadre en cause s'applique également :

L'ensemble des installations de sûreté de la Philharmonie de Paris et de la Cité de la musique est soumis à la confidentialité.

L'ensemble des documents techniques concernant les équipements de sûreté sera déposé au bureau du responsable de la sûreté où seules les personnes habilitées pourront le consulter sans pouvoir le faire sortir de ce local ou le reproduire.

Le Titulaire est tenu de maintenir la confidentialité de toute communication, renseignements, documents ou objets quelconques reçus de la part de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir la Cité de la musique - Philharmonie de Paris de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel, ainsi qu'en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris peut résilier l'accord-cadre de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés pour le préjudice subi.

Article 10 – Clauses de financement et de sécurité

10.1 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par l'établissement public est le virement administratif.

10.2 Avance

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues à l'article R 2191-3 du Code de la commande publique.

10.3 Exécution financière

L'exécution financière de l'accord-cadre est faite en application du Code de la commande publique.

Article 11 – Sous-traitance des prestations

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les conditions et les modalités prévues par les articles R 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 12 – Clauses de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

En application de l'article R 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire initial peut proposer à la Cité de la musique – Philharmonie sa substitution pour l'exécution de l'accord-cadre par un nouveau titulaire dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de l'accord-cadre à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

Cette substitution ne peut entraîner aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution du titulaire initial (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires, etc.). Le nouveau titulaire reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du titulaire initial résultant de l'accord-cadre à la date de prise d'effet de la substitution.

Pour être accepté par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché et ne doit relever d'aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation des marchés visés par les articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique.

A cet effet, le nouveau titulaire remet l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de la consultation du marché pour l'analyse des candidatures, ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique prévus par les articles R. 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique.

En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

12.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

En cas de groupement momentané d'entreprises le remplacement de l'un de ses membres peut également intervenir pour l'une des hypothèses visées ci-dessus au paragraphe 13.1.1.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie des prestations du cotraitant remplacé. Cette répartition donne lieu, en cas d'acceptation de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, à la conclusion d'un avenant actant cette modification.

Les cotraitants membres du groupement peuvent également convenir de substituer le cotraitant initial par un tiers, lequel reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant de l'accord-cadre à la date de prise d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 13.1.1 ci-dessus. En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

Article 13 – Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent accord-cadre.

Article 14 – Conditions de suspension ou de résiliation

14.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative

En application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, après signature de l'accord-cadre, lorsque le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre.

14.2 Résiliation unilatérale du fait de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par voie dématérialisée et ce indépendamment de toute faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris informera le titulaire en respectant un préavis d'au moins 3 mois.

A défaut et indépendamment du paiement des prestations qui auront été dûment effectuées à cette date par le titulaire, ce dernier aura droit au paiement d'une indemnité forfaitaire égale à 30 000 € HT, exclusive de toute autre indemnité, à quelque titre que ce soit.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

14.3 Résiliation pour faute

La décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de mesures coercitives lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées et dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAG/FCS. Il ne sera pas alors payé d'indemnité. Le cas échéant, il peut être pourvu à l'exécution de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

14.4 Résiliation pour cas de force majeure

En cas de force majeure telle que définie par l'article 1218 du Code civil empêchant l'une des parties d'exécuter définitivement les obligations à sa charge en vertu du présent accord-cadre, celui-ci sera résilié de plein droit sans que cela n'entraîne le versement d'une quelconque indemnité.

Toutefois, les sommes qui avaient déjà été engagées par le titulaire pour la réalisation du présent accord-cadre lui seront remboursées sur présentation de justificatifs acceptés par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

Dans l'hypothèse où une fermeture de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris serait décidée par les pouvoirs publics français, notamment en raison d'une crise sanitaire telle que celle qui a été liée à l'épidémie « covid-19 », ou si cette crise sanitaire venait à empêcher les parties d'exécuter définitivement leurs obligations, les parties appliqueront le dispositif stipulé à l'article 14-4 du présent contrat relatif à la force majeure.

14.5 Réduction d'activités

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris peut notifier au contractant une réduction de ses activités consécutives à un événement l'empêchant de poursuivre normalement ses activités (ex : crise sanitaire, grippe A, fermeture administrative, grève, incident technique, occupation des locaux par des personnes extérieures à l'établissement etc.). Dans ce cas, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris en informe le titulaire par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette lettre, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris propose au contractant de fixer une réunion afin d'étudier ensemble une nouvelle organisation temporaire des équipes.

Lorsque l'évènement en question cesse, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris informe immédiatement le contractant par lettre recommandée avec accusé de réception, et le présent contrat reprend son exécution normale. Si cet évènement se poursuit, La Cité de la musique – Philharmonie de Paris et le contractant se rencontrent pour décider de la poursuite ou non du présent contrat.

En toute hypothèse, le contractant ne peut prétendre à aucune indemnité à quelque titre que ce soit.

Article 15 – Litiges et compétence des tribunaux

Le Tribunal compétent, pour connaître de toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris (téléphone : 01 44 59 44 00 ; courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr).

CCAP / services de sûreté, contrôle d'accès, accueil administratif et logistique et service sécurité - incendie

Cité de la musique – Philharmonie de Paris